

## Débat

# L'ambassadeur de France participe aux « Rencontres du rectorat » de l'USJ

« Le Liban n'est pas seulement un point d'entrée vers le Moyen-Orient, mais un partenaire très important pour que la France continue de rayonner », affirme Emmanuel Bonne.

Comment la République laïque gère-t-elle la question de la diversité communautaire en France ? Quel futur pour la francophonie au Moyen-Orient ? Quelle politique migratoire en France ? Quelle est la politique moyen-orientale de la France ? C'est à ces questions qu'a tenté de répondre l'ambassadeur de France, Emmanuel Bonne, invité vedette des « Rencontres du rectorat » de l'Université Saint-Joseph, au campus de l'innovation et du sport de l'USJ. Un débat qui a vu la participation du directeur du bureau Moyen-Orient de l'Agence universitaire de la francophonie (AUF), Hervé Sabourin, des anciens ministres Charles Rizk, Tarek Mitri et Ibrahim Najjar, et d'un parterre d'étudiants, d'enseignants, de directeurs et de doyens de l'USJ.

« L'Université Saint-Joseph garde et gardera ses attaches, ses profondes attaches avec la France et la francophonie, représentée par une histoire de fortes relations qui s'étendent de

la date de sa fondation en 1875 jusqu'à aujourd'hui. » C'est par cette promesse du recteur de l'USJ à la France qu'a débuté le débat. Le professeur Salim Daccache a rappelé que « jusqu'en 1975, la majorité des diplômes de l'université étaient délivrés par l'Université de Lyon ». C'est dans le cadre de la réforme de l'USJ qu'a été arrêtée la diplomation française, a-t-il expliqué, précisant que l'université a donné « une place prépondérante à la langue française ». « Actuellement, plus de 120 conventions lient l'USJ à des universités françaises et les relations ne font que progresser dans le cadre de l'union francophone. »

Faisant part de son estime pour l'œuvre d'éducation poursuivie par l'USJ, et pour la manière dont elle s'est adaptée aux besoins changeants des nouvelles générations libanaises, Emmanuel Bonne a estimé nécessaire, dans cette période difficile au Liban, « de trouver des points d'appui et de nouvelles ambitions, de trouver



Vue de la conférence débat.

Photo Michel Sayegh

les chemins, de réaliser les projets, par le biais de l'éducation et par le biais de cette grande université ».

Il est « important que nous restions aux côtés du

Liban sur le plan politique, parce que le Liban est un pays qui a besoin de l'appui de ses amis dans cette période difficile », a-t-il observé, soulignant que dans

la période actuelle, il ne faut pas ignorer qu'une responsabilité revient aux acteurs politiques libanais.

L'ambassadeur de France a reconnu que la France et le Liban partagent en commun « une histoire, un socle solide d'amitié, une sensibilité, une manière de voir, de travailler, de penser le monde ». Des éléments qui les « rapprochent » et doit leur permettre de se « projeter vers l'avenir ». « Le français, l'éducation au français, la francophonie au Liban ne doivent pas être l'affaire d'une élite », a-t-il martelé, saluant « ce que le Liban fait pour la France en termes d'amitié, de rayonnement, de capacité de faire les choses et notamment dans le succès de certains entrepreneurs libanais, d'intellectuels, de professeurs, d'étudiants ». « Cela montre que le Liban ne restera pas seulement un point d'entrée vers le Moyen-Orient, mais un partenaire très important pour que la France continue de rayonner », a-t-il conclu.